

«Là où il y a une volonté, il y a un chemin». Lénine

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

0,80 €

Juin 2010
HORS SÉRIE

Numéro spécial
**Élections
législatives**

13 juin 2010

Éditorial:

Pas un mois et déjà majeur,

Front des Gauches

Votez 18 !

Le pari était un peu fou et le PC l'a relevé en compagnie des cinq autres formations politiques (PSL, LCR, PH, CAP et Velorution) qui constituent le Front des Gauches, mais également avec la participation centrale de militants sociaux et syndicaux, ainsi que de nombreux «simples citoyens» qui ont rejoint le Front ces dernières semaines. Un vent souffle à gauche, c'est très clair !

En proposant la création d'un Front des Gauches, en Wallonie et à Bruxelles, le PC qui, lors du dernier scrutin législatif en 2007, était encore – avec un peu plus de 20.000 voix – la plus importante formation de la gauche radicale en Wallonie et à Bruxelles, prend un risque manifeste. C'est en effet une sacrée gageure politique que de faire connaître un nouvel outil politique en moins de 4 semaines. Mais nous assumons ce choix.

Depuis plusieurs décennies, le PC a multiplié les tentatives d'unification de

la gauche de gauche. Sans rien renier de notre analyse marxiste (laquelle n'est pas un dogme mais une grille d'analyse) nous persistons dans cette volonté d'unité large à la gauche du PS et d'Ecolo. La population ne comprend rien à nos divisions alors même qu'elle subit des attaques virulentes sur ses conditions de travail, sa qualité de vie, ses perspectives d'avenir. Grande différence, nous voulons un Front qui ne soit pas un simple cartel de formations politiques, mais qui laisse une véritable place aux militants indépendants.

Cela n'aura échappé à personne, il y a un grand absent dans le Front des gauches, le PTB. Il est regrettable que, frileux idéologiquement et misant sur la possibilité de capitaliser seul les votes de la gauche radicale, le PTB n'ait pas franchi le pas, alors même que nos relations se sont améliorées ces derniers mois (en témoigne le joli premier mai unitaire que nous avons organisé à Liège avec

500 participants). Cependant, le Front des gauches ne se construira pas contre le PTB, le PC en sera le garant. Si nous avons des divergences sur la question communautaire (BHV, c'est plus qu'un «cirque politique»), sur la place à laisser à l'écologie dans nos programmes ou sur la nécessaire recomposition de la gauche de gauche au niveau international, nous partageons assurément de nombreuses propositions susceptibles de contrer la logique capitaliste. C'est toute la gauche de gauche qui doit progresser le 13 juin !

S'ils veulent une unité plus large de la gauche radicale, et inciter demain le PTB à ne plus faire cavalier seul, les électeurs doivent choisir le Front des Gauches, ils doivent donner un signal fort en faveur de ce pari de «l'unité dans la diversité».

Le 13 juin, tous ensemble contre leurs crises !

Plate-forme du Front des Gauches (extraits)

Pour le sauvetage des banques, les États européens ont dépensé 300 milliards d'euros en plans de recapitalisation, 400 milliards en mesures de sauvetages et plans de restructuration et 2.300 milliards en systèmes de garanties. Au total cela fait 3.000 milliards d'euros. Mais combien a-t-il été dépensé pour nous sauver des conséquences de ce capitalisme devenu fou ?

Afin de proposer une autre logique que celle de l'argent roi, le Front des Gauches vient de voir le jour. Il rassemble des militants syndicaux ou associatifs et six organisations de gauche radicale : le Parti Communiste (PC), le Parti Socialiste de Lutte (PSL-LSP), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), le Parti Humaniste (PH), le Comité pour une Autre Politique (CAP) et Vélorution.

Le «Front des Gauches» refuse que les crises – financière, sociale, écologique – soient payées par les victimes et non par les véritables responsables capitalistes : patrons, gouvernements et financiers. C'est une justice sociale, écologique et fiscale que nous défendrons «tous ensemble» ! Nous voulons répondre aux vrais problèmes : licenciements, chômage, précarité, racisme, discriminations, dégradation de l'environnement, guerres, ... Devant le risque de l'abstention ou du vote d'extrême droite, le Front des Gauches a pour objectif de montrer qu'une véritable alternative de gauche, qui exprime l'opposition et l'écœurement par rapport à un système fondamentalement injuste, peut exister face aux partis institutionnels.

1. Défendons le droit à l'emploi, pas les profits !

Chaque jour, 350 emplois sont supprimés en Belgique au nom de la course aux profits. Plus de 700.000 personnes sont sans emploi (dont plus d'un jeune sur quatre). La précarité du travail augmente. Les recours aux contrats à durée déterminée, aux «temps partiel» et aux intérim se multiplient.

Nous voulons inverser cette logique et nous proposons :

- ☞ De légiférer afin de mettre fin à la valse des licenciements et aux emplois précaires ;
- ☞ De mettre fin aux sanctions contre les sans emploi, et de proposer une politique de l'emploi qui combatte le chômage et non les chômeurs/euses ;
- ☞ De promouvoir des emplois stables, bien rémunérés et un rythme de travail décent pour tous/tes ;
- ☞ De travailler moins afin de travailler tous/tes, en

remettant à l'ordre du jour la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, sans augmentation des cadences et avec embauche compensatoire. Nous souhaitons également légiférer afin de rendre bien moins avantageuses fiscalement les heures supplémentaires.

2. Redistribuons les richesses : sécurité d'existence pour toutes et tous !

La moitié de la richesse produite par les travailleurs repart directement dans la poche des capitalistes. En conséquence, triste record, 17 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Dans le même temps, 16 à 20 milliards d'euros d'impôts ne sont pas perçus chaque année et plus de 9 milliards d'euros de diminutions de cotisations patronales sont accordées sans aucune contrepartie.

Nous proposons :

- ☞ D'augmenter au-dessus du seuil de pauvreté les bas salaires, les minima sociaux et les petites pensions ;
- ☞ De préserver la prépension et les pensions et d'imposer une pension légale correspondant à 75 % du salaire avec ancienneté sur les 5 meilleures années de la carrière avec un seuil minimum de 1500 euros ;
- ☞ De résorber l'écart salarial entre hommes et femmes ;
- ☞ De mettre fin immédiatement aux cadeaux au patronat (intérêts notionnels, baisse des cotisations patronales...) lesquels ne créent pas d'emploi ;
- ☞ De légiférer pour imposer une véritable justice fiscale : lever du secret bancaire, traque des grands fraudeurs, taxe sur la spéculation boursière, impôt sur les grosses fortunes, plus grande progressivité de l'IPP, hausse de l'impôt sur les dividendes aux actionnaires.

3. Solidarité entre les travailleurs/euses, contre la politique du *diviser pour mieux régner*

Sans nier les différences d'opinion publique existant entre le Nord et le Sud du pays, ni les problèmes bien réels de dérives nationalistes, nous pensons que la solidarité entre tous les travailleurs est essentielle. Le personnel politique en place monte aujourd'hui en épingle la situation à BHV afin de tenter d'en tirer profit électoralement sur le dos de la population. Nous refusons cette logique.

Symboliquement, nous avons décidé de présenter une liste bilingue conduite par une néerlandophone sur l'arrondissement de BHV, preuve que le dialogue et possible et même vital. Comment parler de solidarité européenne ou internationale si nous ne sommes pas à même de la pratiquer dans notre pays ?

Nous proposons :

- ☞ De nous opposer aux surenchères communautaires, aux dérives populistes et xénophobes ;
- ☞ De dire non à la scission de la sécurité sociale, du droit du travail et des conventions collectives ;
- ☞ De promouvoir par la loi le respect des droits démocratiques et culturels des minorités ;
- ☞ De mettre fin aux discriminations sexistes, racistes et homophobes ;
- ☞ De poursuivre, de clarifier et d'amplifier la politique de régularisation des sans-papiers et de mettre fin aux centres fermés, véritables camps de la honte.

4. Pour une société solidaire : défendons et étendons les services publics

Les services publics constituent un outil de solidarité et de bien-être collectif essentiel. Or, leur privatisation et libéralisation creusent davantage encore les inégalités sociales, voire menacent notre sécurité (accidents SNCB).

Nous voulons stopper cette logique et proposons :

- ☞ De mettre fin à l'austérité, à la réduction des budgets sociaux et des investissements publics ;
- ☞ De promouvoir le développement de services 100 % publics – y compris ceux qui ont été privatisés – abordables et de qualité (Poste, SNCB, transports, petite enfance...) et de recourir à des embauches massives dans ces secteurs afin de satisfaire des besoins réels de la population ;
- ☞ De stopper la commercialisation des soins et de promouvoir un service public national de la santé ;
- ☞ D'augmenter les moyens publics alloués à l'enseignement (objectif 7 % du PIB) ;
- ☞ De dire non à la privatisation de l'espace public et culturel et de légiférer contre la présence de la publicité dans l'espace public.

5. Changeons le système pour sauver notre environnement, solidarité avec les générations futures

La logique de profit à court terme a conduit notre planète au bord du gouffre. La perte de biodiversité que nous connaissons est sans précédent, l'agro-industrie épuise nos sols et les pesticides utilisés contaminent

gravement les nappes phréatiques, les particules fines liées à l'explosion du transport routier polluent gravement l'air, les émissions de CO₂ ne sont pas maîtrisées et le dérèglement climatique menace des millions d'hommes et de femmes.

Nous voulons une écologie qui ne se moule pas dans le capitalisme mais, au contraire, qui nous sorte de sa logique mortifère et nous proposons :

- ☞ De mettre fin aux gaspillages capitalistes et à la croissance productiviste : priorité aux besoins sociaux et au développement humain ;
- ☞ De promouvoir une relocalisation démocratiquement planifiée de l'économie et de mettre un frein législatif à la mise en concurrence mondiale des travailleurs ;
- ☞ D'engager la Belgique à réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (par rapport à 1990 dans les pays industrialisés), sans recourir aux crédits et marché de carbone ;
- ☞ De pratiquer une mise sous contrôle public du secteur de l'énergie (gaz et électricité) pour garantir la sortie rapide du nucléaire et la transition vers l'utilisation intégrale d'énergies renouvelables ;
- ☞ De concevoir un grand plan national «*négawatt*» afin de réduire (sans se baser uniquement sur l'initiative individuelle) la consommation énergétique ;
- ☞ De promouvoir la gratuité et l'amélioration (extension du réseau) des transports publics et en particulier du train ;
- ☞ De promouvoir la batellerie et le ferroutage pour le transport de marchandises.

6. Rompons avec l'Europe du capital : pour une Europe des travailleurs/euses

L'Europe est ultra-libérale. C'est une «*arme de destruction massive de nos conquêtes sociales*». Avec la complicité des dirigeants nationaux, l'UE est le *cheval de Troie* du capitalisme à travers lequel on tente de détruire les services publics, d'affaiblir les droits sociaux, et de déréguler toute l'économie.

Au contraire, nous voulons d'une Europe qui permette de conquérir au niveau transnational de nouveaux droits, qui puisse constituer un frein à tous les impérialismes. On en est loin !

C'est pourquoi nous prôtons :

- ☞ Un refus catégorique de l'Europe du Traité de Lisbonne, du Pacte de stabilité, des accords de Schengen ;
- ☞ La suppression des paradis fiscaux européens ;

- ☞ La solidarité avec les luttes des travailleurs en Grèce et partout en Europe et le refus des diktats de l'UE, du FMI et des marchés financiers ;
- ☞ Une autre Europe source de prospérité collective, de paix, de respect des libertés démocratiques et de transition écologique.

7. Solidarité internationale et désarmement

En 2008, 1.464 milliards de dollars ont été dépensés au niveau mondial dans les budgets militaires, soit 2,4 % du PNB mondial. Avec 10 % de cette somme, nous pourrions atteindre les objectifs du millénaire et résoudre le problème de la faim dans le monde. Imaginez alors, 100 % de ces budgets consacrés à l'enseignement, aux soins de santé, à la qualité de vie, aux services publics, chez nous et ailleurs.

La Belgique (particulièrement depuis l'entrée en fonction de Pieter De Crem) est malheureusement partie prenante dans cette folie impérialiste et guerrière orchestrée par l'OTAN. Fait symptomatique, dans le Traité de Lisbonne, les budgets militaires sont les seuls à être appelés à croître. En Afghanistan aujourd'hui, nos soldats participent activement à une guerre absurde en faveur d'un régime assurément

aux ordres, mais qui n'a rien de démocratique. Le véritable objectif de cette guerre, comme de tant d'autres avant, n'a rien à voir avec la démocratie, mais est celui de la domination économique.

La Belgique pratique dans les faits des politiques d'interventionnisme économique de type néocolonial. Chaque année, le remboursement par les pays pauvres de leur dette vis à vis de la Belgique équivaut à 10 fois les sommes consacrées à la mal nommée «aide au développement».

Nous souhaitons rompre avec la logique guerrière qui prévaut aujourd'hui et entamer une véritable politique de solidarité internationale. Nous proposons :

- ☞ De sortir de l'OTAN ;
- ☞ Le retrait immédiat des troupes belges d'Afghanistan ;
- ☞ De réduire les dépenses militaires de la Belgique ;
- ☞ Une politique de solidarité active avec les peuples en lutte contre l'oppression et pour leurs droits démocratiques, comme le peuple palestinien ;
- ☞ L'annulation inconditionnelle de la dette des pays du tiers-monde.

Liste des candidats et candidates du



Au SÉNAT

Candidats et candidates effectifs/ves

1	TANGRE Robert	Instituteur	PC
2	PAGNOULLE Christine	Professeure	Cand. ouvert.
3	CROES Nicolas	Rédacteur	PSL-LSP
4	DEHAEN Michèle	Infirmière	LCR
5	STEENHOUDT Ingrid	Employée	Vélorution
6	HUCORNE Michel	Journaliste	Cand. ouvert.
7	DEVOS Michel	Camionneur	PH
8	MASY Lucie	Bibliothécaire	CAP
9	MALARME Boris	Employé	PSL-LSP
10	BECQ Antoinette	Animatrice musicale	C. ouvert.
11	MEURANT Floriane	Étudiante	PSL-LSP
12	DUCHATEAU Dominique	Employée	PC
13	VOSSEN Germain	Ouvrier	PC
14	EL BOUREZGUI Malika	Assistante sociale	PC
15	TOUSSAINT Eric	Économiste	LCR

Suppléants et suppléantes

1	TANURO Daniel	Ingénieur agronome	LCR
2	DEMETS Linda	Enseignante	PSL-LSP
3	DANDRIFOSSE Jean-Claude	Syndicaliste	PC
4	LÉOTARD Marc	Enseignant	Vélorution

5	MARCUS Paul	Syndicaliste	PC
6	CHRISTELBACH Marie	Mère au foyer	PSL-LSP
7	GOOSENS Vicky	Professeure	Cand. ouvert.
8	LACROIX Wendy	Conductrice de train	LCR
9	COUTEAU Marcel	Député honoraire	PC

À la CHAMBRE

Arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde

Candidats et candidates effectifs/ves

1	DESCHOEMACKER Anja	Employée	PSL-LSP
2	CALLER I SALAS Vladimir	Journaliste	PC
3	FORGES Pauline	Enseignante	LCR
4	DE POTESTA DE WALLEFE Réginald	Bénévole	Vélorution
5	SAVE Michèle	Enseignante	CAP
6	SMEDTS Gilles	Ingénieur	PH
7	BRICKI Karim	Brancardier	PSL-LSP
8	FAGARD Vanantha	Employée	PC
9	BOURHIDANE Jalil	Étudiant-Travailleur	PSL-LSP
10	VAN LAEYS Coline	Étudiante	Vélorution
11	BEN AMMAR Raouf	Sans-emploi	CAP
12	HASAN MOHAMED Amina	Restauratrice	PH
13	CHAUVAUX Paule	Retraitée	PSL-LSP
14	SWINNE Lilian	Brocanteur	PC

15	IRKHINE Françoise	Employée	LCR
16	CALVI Benoît	Employée	Cand. ouvert.
17	EL MOUSSATI Auatif	Rédactrice	Cand. ouvert.
18	SAMYN Séphian	Employé	PC
19	GUINDJA Pierre	Employé	CAP
20	VAN VINCKENROY Greta	Ingénieur-enseignante	PH
21	KOCH Marie-Pierre	Employée	Vélorution
22	SANTINI Philippe	Étudiant	Cand. ouvert.

Suppléants et suppléantes

1	BAILLIERE Arne	Animateur	PC
2	FAYER-STERN Danièle	Traductrice	LCR
3	PUISSANT Hamel (Marc)	Formateur	LCR
4	JOSEPH Martine	Employée	Cand. ouvert.
5	LEENS Frans	Consultant	CAP
6	ROMAIN Nathalie	Animatrice	Vélorution
7	DEPREZ Marie-France	Retraitée	PC
8	BLONDEAU François	Employé	Vélorution
9	BOULY Martine	Employée	Cand. ouvert.
10	DE PAUW Andrée	Retraitée	PC
11	STRUELENS Antoine	Étudiant	PSL-LSP
12	BUCQUOY Jan	Cinéaste	Cand. ouvert.

Arrondissement de la Province de Liège**Candidats et candidates effectifs/ves**

1	EYBEN Pierre	Chercheur	PC
2	ARETS France	Enseignante	LCR
3	HUPKENS Simon	Délégué horeca	PSL-LSP
4	DORN Claire	Kinésithérapeute	Cand. ouvert.
5	RAMQUET Stéphane	Chercheur	PSL-LSP
6	COMANNE Denise	Retraitée (décédée)	LCR
7	BONFOND Olivier	Employé	LCR
8	CHIKOWSKY Catherine	Enseignante	LCR
9	DE COSTER Thierry	Délégué syndical	PC
10	WYDOUW Marlène	Retraitée	PC
11	PELTIER Jean	Éducateur	LCR
12	DEWARD Élodie	Étudiante	PSL-LSP
13	MOUSSET Jeannine	Retraitée	PC
14	BISQUERET Christiane	Formatrice	Cand. ouvert.
15	BERGEN Marcel	Retraitée	PC

Suppléants et suppléantes

1	GAZON Pamela	Employée	Cand. ouvert.
2	NEIRA Pierre	Infographiste	PC
3	MUNSTERS Céline	Étudiante	LCR
4	DENONVILLE Marc	Ouvrier	PC
5	PIRARD Alexandra	Vendeuse	PSL-LSP
6	MALAISE Dylan	Enseignant	PC
7	ERLICH Liliane	Employée	PC
8	CALLENS Jean-Pierre	Enseignant	PC
9	TYBERGHEIN Philippe	Ingénieur architecte	Vélorution

Arrondissement de la Province de Namur**Candidats et candidates effectifs/ves**

1	LETECHEUR Annick	Animatrice	PH
2	FRANCO Vincent	Employé	PC
3	MANDIKI Alain	Laborantin	PSL-LSP
4	MAREELS Rita	Retraitée	LCR
5	MARES Vincent	Sans-emploi	LCR
6	WAROQUIEZ Dominique	Enseignante	LCR

Suppléants et suppléantes

1	DEFISE Auguste	Retraité	Cand. ouvert.
2	WAROQUIEZ Dominique	Enseignante	LCR
3	MAREELS Rita	Retraitée	LCR
4	FRANCO Vincent	Employé	PC
5	LETECHEUR Annick	Animatrice	PH
6	BOULANGER Paul	Retraité	PC

Arrondissement de la Province de Luxembourg**Candidats et candidates effectifs/ves**

1	CAHEN Nicole	Retraitée	PC
2	DIEZ Bernard	Retraité	LCR
3	DEL DEBBIO Vittoria	Retraitée	PC
4	DONCEEL Michel	Employé	LCR

Suppléants et suppléantes

1	BISSEN Bernard	Employé	PC
2	BLISTAIN Mireille	Infirmière	PC
3	DIEZ Frédéric	Chercheur d'emploi	LCR
4	EVARD Jacqueline	Aide familiale	Cand. ouvert.
5	ANDRÉ Nelly	Ménagère	PC
6	HORMAN Denis	Retraité	LCR

Arrondissement de la Province de Hainaut**Candidats et candidates effectifs/ves**

1	CAUDRON Céline	Formatrice	LCR
2	MANSY Stéphane	Animateur	PC
3	DE NOËL Élisa	Enseignante	PSL-LSP
4	DACHE Gustave	Ouvrier retraité	Cand. ouvert.
5	INVERNIZZI Sandra	Conseil en environnement	LCR
6	BAGUET Sandro	Ouvrier - délégué syndical	PC
7	RARY Stéphanie	Étudiante	PSL-LSP
8	GOSSELAIN Léon	Retraité	Cand. ouvert.
9	NARDELLA Lucie	Éducatrice	LCR
10	GONSETTE Jean-François	Employé Belgacom	PC
11	DUPONT Frédérique	Étudiante	PSL-LSP
12	DELOBEL Robin	Étudiant	Vélorution
13	BLAZE Véronique	Médecin	Cand. ouvert.
14	DEWILLE Freddy	Chauffeur de camion	LCR
15	MICHEL Françoise	Enseignante	PC
16	DELCROS Stéphane	Employé	PSL-LSP
17	VANDEMAELE Nicole	Médecin	Cand. ouvert.
18	EL KHODARI Aziz	Enseignant	Cand. ouvert.
19	MATHIEU Freddy	Retraité	Cand. ouvert.

Suppléants et suppléantes

1	MORTELETTE Olivier	Cheminot	PC
2	FICHEFET Charlotte	Étudiante	LCR
3	DUSSAUSSOIS Benjamin	Enseignant	PSL-LSP
4	ROZZA Nathalie	Éducatrice	PC
5	CASTERMAN Martine	Employée	PC
6	KEMPENEERS Jean-Marie	Conseiller	LCR
7	MICHIELS Jeanne	Aide-familiale	PC
8	DEVIEGER Nathalie	Sans-emploi	PC
9	SNOECK Gilles	Agronome	PSL-LSP
10	VANDENBERGHE Annie	Sans-emploi	PC
11	HENRY André	Syndicaliste	LCR

Arrond. de la Province du Brabant Wallon

Candidats et candidates effectifs/ves

1	BALTHAZAR Laurent	Cadre	CAP
2	VELGHE Ella	Infographiste	Cand. ouvert.
3	LIBOIS Baptiste	Étudiant	PSL-LSP
4	BOURG Claudine	Retraité-psychologue	LCR
5	GODDIN Roger	Enseignant	LCR

Suppléants et suppléantes

1	TRÉFOIS Pierre	Fonctionnaire	LCR
2	VAN ZUYTEN VAN NYVELT Bernadette	Sociologue	CAP
3	REYNAERT Pierre	Fonctionnaire	LCR
4	TILMAN Sandrine	Étudiante	Cand. ouvert.
5	SKRZYPEK Serge	Pré-pensionné	CAP
6	QUESTIAUX Jacqueline	Retraîtée	Cand. ouvert.

La parole à quelques candidats et candidates à la Chambre

Liège

Pierre Eyben (PC, 1^{er} effectif)



34 ans, papa de trois enfants et marié, j'ai «touché» à la politique pour la première fois en 2000 en faisant campagne pour Germain Dufour (ex-sénateur Ecolo) qui se présentait sur une liste d'union avec le PC. L'unité de la gauche radicale a toujours été au centre de mon engagement. Depuis dix ans, je milite pour la création d'une

force politique rouge-verte à la gauche du PS et d'Ecolo.

Mon engagement politique est varié. J'ai créé avec des amis un collectif dénommé *Jeunes à contre-courant*, milité dans les mouvements antipub et participé, entre autres, au mouvement d'objecteurs de croissance en Belgique. De manière générale, l'articulation entre écologie et marxisme est au cœur de ma réflexion. Je considère qu'il convient de subordonner la valeur d'échange à la valeur d'usage, en organisant la production en fonction des besoins sociaux et de la protection de l'environnement.

Je suis aujourd'hui un des deux porte-parole du Parti Communiste, un parti qui défend une vision non sectaire et non dogmatique de la pensée marxiste.

En votant pour le Front des Gauches, vous donnerez un signal clair en faveur d'une unité de la gauche de gauche et vous favoriserez l'émergence d'une réelle alternative à la gauche du PS et d'Ecolo, nécessité absolue pour revitaliser la pensée et la pratique de la gauche en Belgique francophone.

France Arets (LCR, 2^{ème} effective)



Enseignante et militante CGSP, mon premier engagement a d'abord été féministe. Aujourd'hui encore certains tentent de remettre en question la loi acquise de longue lutte en 1990 et l'écart des salaires masculins et féminins sont de 25% en moyenne.

Je milite aussi à Liège aux côtés des sans papiers pour leur régularisation sous la responsabilité d'une commission permanente et indépendante, pour la fermeture des centres fermés et l'arrêt des expulsions qui bafouent les Droits Humains.

Je ne veux plus non plus payer pour la crise du capitalisme

ni le renflouement des banques ni le soutien de l'euro.

Par contre, une de mes plus importantes motivations est de soutenir un projet d'alternative politique et sociale qui tente d'unifier les revendications portées par les mouvements sociaux, les luttes des travailleurs/euses avec ou sans papiers. Le Front des Gauches constitue pour moi un premier pas dans ce sens.

Christiane Bisqueret (Candidate d'ouverture, 14^{ème} effective)



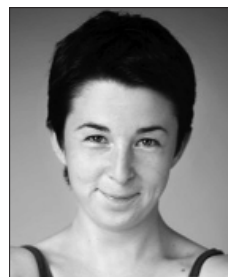
Très impliquée dans le travail social depuis plus de 30 ans, j'ai rejoint avec enthousiasme la liste unitaire du Front des Gauches, si nécessaire pour changer de cap vers une réelle justice sociale : défendre l'emploi et les salaires, redistribuer les richesses, défendre la solidarité,... Il est de plus en plus évident que le système capitaliste est

à la source des problèmes majeurs de notre temps : écart croissant entre les pauvres et les riches, destruction de la planète,... résultant de la course au profit et à l'accumulation de richesses produites par les travailleurs et travailleuses, et non redistribuées équitablement.

En comprenant le passé, battons nous au présent pour préparer l'avenir, et votons pour le Front des Gauches !

Hainaut

Céline Caudron (LCR, 1^{ère} effective)



Je me réjouis que l'appel pour une liste unitaire à gauche de la gauche lancé le 28 avril par la LCR ait pu trouver une suite concrète avec les listes du Front des Gauches constituées et déposées en un temps record de 48h. Après l'expérience de la liste unitaire bruxelloise PC-PSL-LCR-PH aux élections régionales de 2009,

c'est un pas de plus dans la perspective de construire une alternative anticapitaliste en Belgique.

Stéphane Mansy, (PC, 2^{ème} effectif)



Je suis candidat car je refuse la marche inexorable du profit et de l'hégémonie capitaliste. Une autre société est possible, plus égalitaire, plus respectueuse des droits humains et aux antipodes de ce délire consumériste. Alors, pour plus de dignité et pour amplifier les acquis sociaux de nos aïeux, mobilisons-nous pour que le Front des Gauches devienne la vraie opposition de gauche dans la sphère politique.

Freddy Mathieu (Candidat d'ouverture, 19^{ème} effectif)



Ex-secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB Mons-Borinage, je suis aujourd'hui prépensionné. J'ai posé des lignes, planté des poteaux, creusé des tranchées, installé des téléphones à la RTT pendant 40 ans, et ce quotidien m'a greffé la conscience de classe.

Le 1^{er} mai 2008 j'écrivais: «...Je me repose cette question qui m'avait fait basculer, un peu avant mai '68, dans le camp des révoltés: en ces 40 ans qui m'en séparent, la société est-elle plus juste, plus fraternelle, plus tendre, plus démocratique?». Et ma réponse aujourd'hui est que j'ai bien fait de la combattre sans relâche et que j'ai bien envie de continuer encore plus fort. Le capitalisme se charge de démontrer à quel point il est destructeur pour l'homme – qu'il asservit – et pour la nature – qu'il détruit. Alors je lance ces quelques mots à l'assaut de la citadelle...

Freddy Dewille (LCR, 19^{ème} effectif)



Chauffeur de poids lourds, gradué en Sciences sociales et du travail, licencié en Politique économique et sociale, délégué syndical, je suis aussi conseiller communal depuis 1989. Le capitalisme va inévitablement – sauf prise de conscience et surtout prise de décisions radicales au niveau mondial – détruire la civilisation actuelle.

C'est pourquoi tout doit être fait pour dénoncer et combattre le système. La vraie Gauche, doit crier haut et fort son anticapitalisme, mais le prouver aussi. Cela doit passer par l'alliance de tous les courants de gauche. La survie de l'humanité en dépend. Nous avons le droit, le devoir, l'obligation de militer en ce sens.

Bruxelles-Hal-Vilvorde

Anja Deschoemacker (PSL, 1^{ère} effective)

Allés wat ons verdeelt, verzwakt ons! Voor arbeiderseenheid! Pour la lutte contre la surenchère communautaire, contre toutes les discriminations, qui ne servent qu'à diviser les travailleurs afin d'affaiblir leur capacité de résistance; contre



l'austérité des gouvernements; contre les attaques du patronat...

Pour obtenir un programme social qui puisse satisfaire les besoins de tous les travailleurs et leurs familles – quels que soient leur langue maternelle, origine nationale, sexe ou orientation sexuelle – un emploi décent, un logement abordable, une place dans l'accueil et l'enseignement pour chaque enfant, une pension décente pour chaque personne âgée...

Il faut l'unité des travailleurs!

Vladimir Caller i Salas (PC, 2^{ème} effectif)



D'origine latino-américaine et père de 4 enfants, je pense, comme le regretté dirigeant communiste italien Luigi Longo, que si les partis communistes ne peuvent prétendre monopoliser la représentation de gauche, il n'y a non plus de perspective réellement de gauche sans leur participation. Secrétaire politique du PC à Bruxelles

et animateur principal du *Drapeau Rouge* depuis sa reparation (où mes chroniques étaient publiées sous la signature de Pablo Rodriguez), j'estime que la constitution du Front des Gauches est un premier pas dans la bonne direction mais que cet effort restera inachevé tant que resteront absentes d'autres forces de la gauche de gauche.

Arne Baillièrre (PC, 1^{er} suppléant)



Ostendais de 32 ans, arrivé en politique dans le contexte de luttes antiracistes et en défense des sans-papiers, je fus élu conseiller communal de ma ville en 2000 ou j'étais actif dans les commissions de culture et des travaux publics. Plus tard j'ai participé, en 2001, comme jeune FGTB à l'organisation de la grande manifestation anti-

mondialiste le «Manifest» à Brugge et en 2006, avec mon ami, Jan Bucquoy, à la récupération du café libertaire le *Dolle Mol* à Bruxelles. Après avoir rejoint le Parti communiste en juin 2009, j'étais élu président de la fédération de Bruxelles et participe activement à ce titre et par conviction personnelle dans la campagne du Front des Gauches avec comme mot d'ordre «Désarmons les marchés financiers!».

Gilles Smedts (PH, 6^{ème} effectif)



Le capitalisme, c'est 6 milliards de «recalés» pour le triomphe à très court terme de quelques uns. Il est violent, il tue par la guerre bien sûr, mais beaucoup plus encore par la misère, la faim, la soif, le harcèlement et le découragement. Au sommet de cette violence, il y a le chantage de l'arme nucléaire, antidémocratique et illégale. Désamorcer l'arme nucléaire c'est le premier pas pour désarmer le capitalisme. Il est temps pour la rébellion de recalés.

Réginald de Potesta (Vélorution, 4^{ème} effectif)



Les références de l'économie capitaliste nous détournent de ce qu'une vraie économie pourrait être. Il n'y a pas si longtemps, l'écrasante majorité de la population vivait de l'auto-production et du troc. Le capitalisme a «apporté» le machinisme, le productivisme, le consumérisme, la finance et, partant, a modifié profondément notre imaginaire. La mondialisation et la concurrence généralisée ont rendu inévitables une compétitivité qui met sous pression la planète et les travailleurs. Nous dénonçons ces logiques.

Le vélo est un symbole d'efficacité et de simplicité contre ces dogmes de croissance à tout prix qui nous oppressent et nous font passer à côté de l'humain et excluent ceux qui ne sont pas «assez» productifs. Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme.

Province de Luxembourg

Nicole Cahen (PC, 1^{ère} effective)



69 ans, membre du PC depuis '58, fille de résistants à l'oppression nazie, mariée depuis bientôt 45 ans. Têtue quoi! Seule solution à l'état des difficultés de la population : l'outil de redistribution des richesses par les Services réellement publics et une plus grande progressivité de l'impôt.

La lutte pour la Paix est indispensable, au niveau mondial. L'armement est toujours non rentable pour les populations, c'est le moins qu'on puisse dire, et pourtant, toujours en progression, même imposée par le Traité de Lisbonne, à chaque état. D'autre part, son budget permettrait de résoudre 10 fois le problème de la faim au niveau mondial. Ce secteur, plus que tout autre, nous met à la merci de militaires, sans contrôle démocratique, mais sous le contrôle de l'OTAN, par décision de l'Union européenne : une autre Europe nous est donc aussi indispensable.

Michel Donceel (LCR, 4^{ème} effectif)



Nous devons rentrer en dissidence. Tourner le dos à la résignation qui nous fait accepter comme vraie la vision capitaliste du monde sans autre espoir que l'argent à perte de vue.

Nous rencontrer, nous voir, nous toucher et partager à nouveau la joie d'être ensemble. Danser et rire, chanter et nous aimer. C'est un chemin difficile car ils en ont brisé les balises. Mais c'est le seul qui nous sortira de l'angoisse. Et nous permettra de vivre à nouveau...

Province de Namur

Auguste Defise (Candidat d'ouverture, 1^{er} suppléant)



Enseignant retraité, militant CGSP, Bruxellois de naissance, né de mère flamande et de père wallon, j'ai émigré à Namur. Bien que communiste de cœur et de raison, je désire me profiler, pour des raisons tactiques, comme candidat indépendant, position qui facilite mes rapports avec des interlocuteurs souvent encore trop enclins à attribuer des *a priori* de suivisme aux «encartés».

Province du Brabant wallon

Claudine Bourg (LCR, 4^{ème} effective)



Mon expérience du travail est très diversifiée : j'ai exercé les métiers d'institutrice, secrétaire, psychologue, éducatrice. Cela dans des secteurs également différents : le privé, l'enseignement communal et provincial, l'institution universitaire, l'hôpital, les réseaux associatif et culturel. J'ai également connu une longue période

de chômage qui a attisé mon sentiment de révolte persistant. Depuis 1968 je milite en tant que féministe et j'assiste à une régression sociale croissante où s'effritent tous nos acquis. Rien ne va plus dans notre pays pourtant si exemplaire pour ses luttes syndicales. La dignité des pauvres est de plus en plus bafouée et la course au profit détruit notre planète. Ce rassemblement de la gauche au sein du Front des Gauches offre une alternative nouvelle à ceux qui ne veulent plus apporter leur voix aux partis qui conduisent à cette régression, ces crises successives et cette dégradation.

Pierre Tréfois (LCR, 1^{er} suppléant)



Gagné au marxisme dès les années '70, lorsque le fond de l'air était rouge, je suis fonctionnaire et militant syndical. J'ai publié une dizaine de recueils de poésie, j'expose ma peinture et crée des illustrations.

À rebours des formatages, obscurantismes et renoncements, deux idées essentielles me stimulent : «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*» et «*Nous empruntons la Terre à nos enfants*». D'où mon engagement écosocialiste, mon option décroissante au quotidien (ni voiture, ni ordinateur personnel, ni GSM), mon souci d'être, en permanence, objecteur de barbarie.

Visitez les sites internet

www.particomuniste.be www.frontdesgauches.be

Les «Euro»-folies du capital

Fraternité, solidarité et des hold-up en série

Il était une fois le lancement d'une nouvelle monnaie qui inonda une partie de l'Europe, accompagné des fanfares annonciatrices, presque, de l'arrivée d'un nouveau monde. Ceux, pas très nombreux, qui résistaient à son imposition étaient vus alors comme des ringards repliés sur eux-mêmes ou nostalgiques des reliques. C'est un «moment historique de la fraternité entre les nations, preuve que nous pouvons sortir des nationalismes étriqués et aller vers une Europe solidaire et sans frontières» répétaient alors les Mitterrand, Kohl, Delors et affidés, avec des élans lyriques. Bien curieuse «fraternité» peut-on se dire lorsqu'on lit les confidences d'Élizabeth Guigou dans le *Nouvel Observateur*, informant que la dite «fraternelle» monnaie faisait partie d'un décisif marchandage franco-allemand vers la fin des années nonante. Il s'agissait, selon l'ancienne ministre des affaires européennes de Mitterrand, de convaincre le chancelier allemand d'abandonner le deutsche mark en échange de quoi, la France «abandonnerai» à son tour la Yougoslavie. Plus exactement, elle n'allait pas trop se fâcher d'une prompt reconnaissance par la diplomatie de Bonn, des indépendances de la Slovaquie et de la Croatie ; ainsi, le processus de démembrement de l'ancienne Yougoslavie pouvait commencer avec sa suite de guerres fratricides. Voilà pour ce qui est de la fraternité. Quant aux frontières : elles n'ont fait que se multiplier aux Balkans (et ailleurs).

Aujourd'hui des voix, chaque fois plus nombreuses, commencent à songer à l'enterrement d'une encore si jeune monnaie. Des banquiers et quelques politiciens se demandent s'il ne vaut pas mieux revenir aux monnaies nationales pour ne pas devoir pas se mélanger, avec un seul signe monétaire, à des pays quelque peu paumés ; ceux du sud, ces «loosers» des courses à la «concurrence libre et non faussée» de l'évangile européiste. Entre-temps, on oblige les populations de ces pays à alléger les charges de l'État moyennant des coupes radicales dans leur niveau de vie, histoire d'assurer des budgets équilibrés



capables d'assurer que les banquiers-créanciers, seront bel et bien payés avec une parfaite ponctualité. Pour ce faire, diminution des salaires et des congés, licenciements en masse, augmentation de la TVA, etc. C'est donc la consécration d'une «solidarité» à l'envers où la «philanthropie» des pauvres viendra garantir les emprunts des banquiers. Pourtant, ces derniers donnent des signes croissants d'inquiétude et semblent perdre tout sens de rationalité. Ainsi, ceux qui avaient secoué hier les marchés et la bourse pour imposer aux gouvernements des politiques de rigueur extrêmes, redoutent aujourd'hui les effets négatifs sur la relance de l'économie que leurs politiques d'austérité risquent de générer. Ainsi la quadrature du cercle de l'économie capitaliste a l'air de prescrire, dans les faits, et en même temps, la restriction de la demande et son encouragement, avec la même aisance qu'elle cherche, par des endettements successifs, à soigner une crise qui a eu précisément comme origine le culte de la dette... Allez comprendre !¹

Dans cette ambiance de folie qui nous augure des temps très sombres, les dirigeants politiques de droite et de la gauche sociale démocrate, font preuve d'une complicité indécente. Ainsi, Christine Lagarde, ministre de l'économie de Sarkozy, se félicite de cette crise : «elle est un nouveau tremplin pour l'Europe», selon ses dires. Tremplin qui explique peut-être que le socialiste Dominique Strauss-Khan, du FMI, se dit «admiratif de l'extrême rigueur choisie par le gouvernement de Papandreou»,

son camarade premier ministre de la Grèce et président de l'Internationale socialiste. Et la gestion de la politique économique de l'Europe, un temps sous la manette allemande qui dictait l'essentiel des mesures dites anti-crise, le degré de rigueur à appliquer, et imposait même l'intervention du FMI, est désormais pratiquement sous contrôle américain. Ainsi, ce fut Monsieur Obama qui dicta finalement la teneur des grandes décisions dites du «sauvetage» du sommet de crise², allant jusqu'à imposer à la Banque centrale européenne le reniement de l'essentiel de sa politique et même de sa raison d'être. En devenant acheteuse de toutes créances, même les plus virtuelles et pourries, voilà que la chapelle de Monsieur Trichet, censée être l'instrument anti-inflation par excellence, risque de ne devenir qu'une vulgaire machine à imprimer du papier monnaie.

Pauvre Europe, si loin des rêves d'un Tolstoï ou d'un Victor Hugo et devenue le machin affairiste des Barroso et autres Van Rompuy et leur groupe de Bilderberg. Raison de plus pour revendiquer, comme le dit si clairement la plate-forme du Front des Gauches, que cette Europe-là, «arme de destruction massive de nos conquêtes sociales», et «cheval de Troie du capitalisme» n'est décidément pas la nôtre.

VLADIMIR CALLER

¹ Plus lucide, les économistes de l'Office des conjonctures économiques (OFCE), qualifient la politique néo-rigoureuse de «démarche suicidaire».

² Le Figaro du 11 mai 2010 affichait en Une le titre «L'intervention décisive de la Maison Blanche».

Une taxe sur la liberté d'opinion ?

Une nouvelle tendance se fait jour parmi les mesures tendant à réduire au silence l'expression des forces politiques de la gauche radicale : après le seuil de 5 % pour accéder au Parlement et le boycott virtuel des médias, c'est la taxation. C'est la «taxe-combi» pour les manifestants arrêtés administrativement, la tentative de faire payer par les organisateurs le nettoyage de la voirie après une manifestation à Gand, et maintenant la «taxe sur les incivilités en matière de propreté publique» sur les affiches électorales.

Ce qui s'est produit à Bruxelles est particulièrement édifiant. En 2009, un cartel de quatre partis de la gauche anti-capitaliste s'y est présenté aux élections régionales et une vingtaine d'affiches se sont retrouvées collées sur des panneaux autres que ceux que la ville gère en bon père de famille. Et quel ne fut pas l'étonnement de l'éditeur responsable des affiches de recevoir des «invitations à payer» pour une valeur de plus de mille euros, au titre de «taxe sur les incivilités en matière de propreté publique»!

Risible? Pas pour l'éditeur. D'abord, parce qu'il est fort respectueux de la propreté publique et qu'il déplore depuis longtemps le laisser-faire de la Ville de Bruxelles. Ensuite, parce qu'il n'a collé aucune affiche, puisque ce sont les agents de l'administration qui s'en chargent.

Et puis, en tant qu'éditeur vraiment responsable, il a veillé à ce que ces affiches ne soient pas insultantes envers un chef d'État (même s'il approuve la fameuse exclamation de Julien Lahaut), ni obscènes, ni racistes par l'image ou le texte. Bon, on ne peut plaire à tout le monde, et il est clair que «C'est aux capitalistes à payer leur crise» est un slogan qui ne peut plaire ni aux capitalistes, ni aux politiciens qui défendent leurs intérêts, même ceux qui se disent «socialistes».

Cela dit, peu importe qu'un éditeur responsable le soit pour le contenu de l'affiche et non pour l'usage qui en est fait, peu importe que des affiches puissent être collées par des agents communaux trop zélés, par des provocateurs, ou par des militants ignorants

du règlement communal, on tient l'éditeur responsable et on va lui faire payer son opinion anti-capitaliste jusqu'à ce qu'il ferme son bec!

Sous le voile politiquement correct de «taxe sur les incivilités en matière de propreté publique», les partis qui font coller leurs affiches au frais du contribuable cachent une politique qui nous fera revenir au vote censitaire, quand il fallait faire preuve d'une certaine fortune pour avoir le droit de vote. Nous avons vu une candidate de cette liste écartée car sans domicile fixe, à présent c'est l'éditeur responsable et tête de liste de ce cartel qui est «taxé».

Comme le disait un camarade lors de l'audition par le collège des Bourgmestre et Échevins, de quels moyens financiers faut-il disposer à présent pour être éditeur responsable? L'éditeur responsable de *Métro* est-il poursuivi pour les journaux jetés par terre dans la ville? Est-ce que *Coca Cola* est sanctionné pour les cannettes retrouvées dans le caniveau?

OSITO

DERNIÈRE MINUTE - DERNIÈRE MINUTE - DERNIÈRE MINUTE - DERNIÈRE MINUTE

Israël et la flottille attaquée: l'ignoble crime

Cela devient, carrément, une façon d'être. Un mépris permanent de toute norme du droit, de tout principe de la vie en communauté des peuples. Assassiner allégrement des militants dans n'importe quel pays; falsifier, pour ce faire, des passeports d'origine diverses. Décider de massacrer toute une population sous prétexte de quelques roquettes tirées sur son sol par des activistes dont la patience est épuisée depuis longtemps par tant d'injustice et d'ignominie. Nous craignons que l'on s'oriente vers la création d'une certaine culture d'État.

L'assassinat de plusieurs activistes désarmés solidaires avec le peuple palestinien et ses souffrances, n'est que le dernier avatar de cette culture en formation. Leur tort fut celui de



ne pas se résigner au blocus imposé à ce peuple courageux et avoir voulu leur apporter de la nourriture, des outils, de la fraternité. L'armée israélienne, son gouvernement, ne pouvait pas le supporter et n'a eu d'autre réponse que celle de la gâchette facile. Face au crime, la réaction lâche et hypocrite de l'Occident a connu des sommets. Autant l'Union

européenne que Monsieur Obama, nos autorités et les généraux de l'OTAN «déplorent» des morts (cette dernière parle même «d'incident» pour faire allusion au crime). Supposons un instant que le pays qui attaquait la flottille eut été l'Iran d'Amadinejhd: imaginez-vous le déferlement hystérique qui eut suivi? Voilà que l'adjectif «disproportionné» reprend ses droits.

V.C.

Politique à l'écran : toujours d'actualité!

Par les temps incertains que nous vivons, le discours à la mode semble se limiter à des variations autour du thème «*ras le bol*» de la politique. Pour savoir si l'allergie est devenue incurable, demandons-nous si la Politique peut encore fournir un bon scénario. Une lecture rapide et diagonale des titres de la page cinéma d'un quotidien bruxellois révèle qu'un film sur quatre traite de problèmes de société, autrement dit de «politique». Ceci dit, que de différences entre ces films...

Los caminos de la memoria est un reportage qui fait écho aux tentatives du juge Garzon pour faire appliquer la loi sur la mémoire de la Guerre civile en recherchant les cimetières cachés des combattants républicains assassinés par les franquistes. Aucune fiction ici : c'est une réalité vieille de plus d'un demi-siècle qui resurgit. Le film, réalisé par la RTBF, devrait se voir bientôt sur le petit écran.

À l'opposé, le film *La rafle* reconstitue la principale contribution du gouvernement de Vichy à la Shoah, un crime que le gouvernement de Pétain avait voulu cacher. Ce sont les décors (reconstitués) qui sont les plus saisissants, le célèbre *Vel' d'hiv'* qui servit de lieu de concentration des juifs de France avant le départ des trains de la mort. Le film illustre le travail des historiens de manière très didactique, un peu comme si chaque personnage était chargé de représenter à lui-seul tout un groupe. Le maquisard communiste oppose son discours aux thèses sionistes du médecin, etc. Même si on nous assure que tout est vrai, il manque à ce film le souffle que seul un vrai écrivain ou un vrai cinéaste aurait pu introduire pour donner vie à un travail de recherche scientifique.

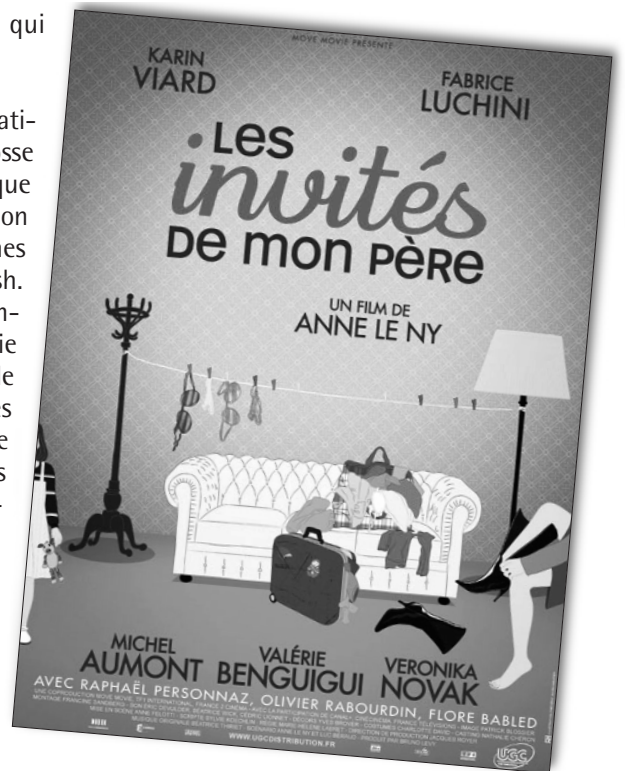
Tony Gatliff possède ce souffle lorsqu'il évoque dans *Liberté Korkoro* le sort du demi-million de Roms et Tziganes qui furent aussi assassinés par les nazis. Il raconte très simplement l'aventure (authentique) d'une famille Rom et de

deux résistants français qui tentèrent de les sauver.

À côté de ces tentatives relativement modestes, la grosse industrie cinématographique U.S. participe aussi à l'occasion à la dénonciation des crimes de l'époque de George Bush. Dans *Green zone*, nous sommes en Iraq en compagnie d'un détachement chargé de découvrir les célèbres armes de destruction massive de Saddam Hussein. Nous savons évidemment d'avance à quoi mènera cette recherche. Voir les forces politiques et les intérêts économiques contradictoires à l'œuvre sur le terrain de la guerre est palpitant de bout en bout, tellement qu'on en vient se demander si l'Iraq existe réellement, si tout ceci n'est pas un gigantesque jeu vidéo.

Le film israélien *Lebanon* est tout l'opposé de *Green zone*. Il adopte un huis-clos total pour raconter le parcours d'un équipage de tank pendant la dernière invasion du Liban pour qui la guerre se limite à l'horizon qu'offre l'unique périscope avant. L'équipage est incapable de comprendre quelle guerre on lui fait faire, envoyant sur ordre et un peu sur n'importe qui ses obus au phosphore, massacrant au passage un marchand de volaille et quelques habitants d'un village traversé par hasard. Tout Libanais peut être un terroriste, donc on tire d'abord. Le sommet de l'horreur est atteint lorsqu'on oblige l'équipage à embarquer avec lui un prisonnier Hezbollah qui doit être livré aux alliés phalangistes des Israéliens. Horreur car les sous-titres nous révèlent les tortures que ces sympathiques alliés comptent infliger à leur ennemi.

J'ai gardé pour la fin le petit chef d'œuvre qui vient d'où on ne l'attendrait pas. *Les invités de mon père* se présente comme une de ces petites comédies parisiennes, avec une brochette d'acteurs comme on les aime (Lucchini et Aumont entre autres). L'ancêtre de la



famille, ancien résistant, a décidé de continuer son combat consacrant ses dernières forces au sort des sans-papiers. Cette noble cause engendre un véritable problème familial lorsque, en fait de sans-papiers, on voit arriver une très jeune dame géorgienne accompagnée de ses deux enfants. Dans un souci militant, l'ancêtre décide d'offrir la nationalité française à la belle étrangère en l'épousant devant M. le Maire. Constatant que l'ancêtre retrouve la fougue de ses vingt ans, que la dite union n'est pas uniquement militante et que la belle Géorgienne commence à occuper beaucoup d'espace, la famille réagit et parvient faire annuler le mariage. Elle devra retourner en Géorgie et sa fille qui s'intégrait si bien dans son lycée parisien devra, elle aussi, le quitter. Qui sont les victimes? Qui sont les salauds? C'est l'habileté diabolique du réalisateur qui nous ménage toutes les hypothèses.

Que conclure? Qu'un film qui pose des questions (les bonnes évidemment) ne peut que favoriser l'exercice militant par excellence qu'est la réflexion collective. Entraînons-nous pour les semaines à venir. J'ai l'impression que ce ne sera pas en vain.

ROBERT WAELES

